

# PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

## Journal du Qatar

Dossiers

N° 3 du 21.02.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/journaux\\_qataris.htm](http://www.palestine-solidarite.org/journaux_qataris.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

Sommaire.

Tiré à part

L'expression : Le Qatar confirme son poids diplomatique.

[Yamin Makri](#). Le Qatar est le pays de toutes les contradictions.

Dominique Lagarde : Le Qatar est-il la nouvelle voix arabe ?

Georges STANECHY : Qatar : L'Hyper puissance...

1 Brèves

1-1 Le Qatar achète la démission du général al-Dabi.

1-2 [Sarkofrance](#) :Sarkozy : l'argent et l'argent du Qatar

2 Dossiers

2-1 Réseau Voltaire : François Hollande négocie avec l'émir de Qatar.

3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

3-1 Qatar : l'ennemi d'hier l'ami d'aujourd'hui.

3-2 L'expression : Le Qatar confirme son poids diplomatique.

4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

4-1 [Syrie : le Qatar cherche à étouffer le rapport de ses experts.](#)

4-2 Léon Camus ; Le Qatar, fer de lance de la diplomatie étasunienne, et la France plurielle.

5 Annexe

5-1 L'AFRIQUE S'ELOIGNE DE L'OCCIDENT.

---

Tiré à part

L'expression : Le Qatar confirme son poids diplomatique.

L'accord signé lundi entre les deux mouvements au Qatar marque un nouveau succès pour ce petit et riche Etat du Golfe, devenu le nouveau centre de gravité de la diplomatie arabe.

«Tout indique que Doha est devenue la capitale politique du monde arabe. La diplomatie du Qatar est désormais la locomotive de l'action politique arabe, un rôle appelé à se poursuivre», a relevé l'analyste émirati Abdelkhaleq Abdallah. Le Qatar, qui ne cache pas sa sympathie, sinon son appui, aux animateurs des révoltes qui secouent depuis un an les pays du Printemps arabe, mène une diplomatie tous azimuts au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Le président palestinien et chef du Fatah Mahmoud Abbas et le chef du Hamas Khaled Mechaal ont signé lundi à Doha une déclaration les engageant à appliquer un accord de réconciliation nationale, en souffrance depuis des mois. Le même jour, le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani arrivait à Doha pour des entretiens sur les efforts de paix en Afghanistan menés au Qatar où Américains et taliban ont entamé des contacts. Le Qatar, premier exportateur de gaz naturel liquéfié avec une superficie de 11.000 km<sup>2</sup> et une population de 1,7 million d'âmes dont seulement 250.000 autochtones, joue en outre un rôle diplomatique de premier plan dans la crise syrienne, portée sans succès jusqu'ici devant le Conseil de sécurité de l'ONU. En Libye, le Qatar a été le premier pays arabe à avoir soutenu, au côté des Emirats arabes unis, ouvertement les rebelles, y compris sur le plan militaire, jusqu'à la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi.

L'émir, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, un proche allié des Etats-Unis qui disposent au Qatar de deux bases militaires, «a rapidement compris qu'un nouveau Proche-Orient se mettait en place et a agi dans un esprit d'initiative pour assurer la stabilité régionale», a déclaré à l'AFP le directeur du Doha Brookings Centre, Salmane Chaikh. Le Qatar a ainsi supervisé en mai 2011 un accord de paix entre le gouvernement soudanais et un groupe rebelle du Darfour, resté cependant sans effet, comme il avait parrainé en mai 2008 un accord interlibanais ayant mis fin à une crise politique de 18 mois et permis l'élection d'un président. Ce pays, qui a offert sa médiation dans des dossiers aussi épineux que ceux du Yémen et de la Corne de l'Afrique, y compris dans le conflit frontalier entre Djibouti et l'Erythrée ou au Tchad, «poursuit avec efficacité son action diplomatique dans un contexte géopolitique complexe», a noté M.Chaikh. Mettant à profit l'influente chaîne de télévision Al-Jazeera, qu'il finance depuis son lancement un an après son accession au trône en 1995, l'émir du Qatar a peu à peu éclipsé les anciens poids lourds politiques du monde arabe, affaiblis par leurs crises internes ou marginalisés, dont l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Egypte. «De petits pays, comme le Qatar, et à un moindre niveau les Emirats arabes unis, ont comblé le vide», laissé par ces grands de la région, a indiqué M.Abdallah, soulignant toutefois que le Qatar «agit dans certains dossiers avec le feu vert de l'Arabie saoudite», en perte de vitesse «en raison du vieillissement de ses dirigeants». «Doha, qui a réussi à entretenir de bonnes relations avec des individus et des groupes politiques rivaux pour s'imposer comme un acteur dans la région compte aussi sur des partenariats utiles, y compris avec son grand voisin saoudien dans le dossier syrien», a expliqué M.Chaikh. Mais Doha n'a enregistré aucune percée dans ses efforts de bons offices entre Washington et Téhéran, dont les relations sont rompues depuis les années 1980.

[Yamin Makri](#). Le Qatar est le pays de toutes les contradictions :

- la plus grande base américaine y est implantée, mais les Talibans ont maintenant leur représentation dans l'émirat ;
- c'est le pays d'Al-Jazeera, le média audiovisuel qui a le mieux couvert la seconde Intifida et le bombardement de Gaza, mais c'est aussi l'un des rares pays arabes qui a une représentation israélienne sur son sol ;
- c'est un micro-état foncièrement pro-américain, mais c'est aussi celui qui soutient nombre de mouvements islamistes, dont le Hamas, qui y a également installé sa représentation.

Quand on visite le Qatar, ce qui nous choque de prime abord, c'est l'extravagance consumériste et l'ultralibéralisme économique qui y règnent. L'essentiel est en réalité là. En fait, tant que les privilèges sont préservés, tant que l'appropriation des richesses au profit d'une seule caste perdure, tout le reste devient secondaire. Si l'on ne comprend pas ce préalable, on aura du mal à comprendre la logique de cet État.

Coincé entre les deux puissances régionales, l'Arabie Saoudite et l'Iran, le petit émirat a soif de rayonnement international. Le Qatar nourrit aujourd'hui l'ambition démesurée d'être reconnu comme la puissance régionale politique et diplomatique incontournable du monde arabe. Et cela pour deux raisons majeures : d'abord, satisfaire son égo insatiable, et ensuite faire en sorte que personne ne puisse remettre en cause l'appropriation des richesses de son sous-sol par la famille royale.

En acceptant l'installation de la plus grande base américaine de la région sur son sol, et en se mettant donc sous la protection US, la famille royale espère ainsi pérenniser sa mainmise sur les gisements d'hydrocarbures, tout en se protégeant des ambitions régionales de ses deux grands et très redoutés voisins.

Et l'installation de la représentation diplomatique israélienne sur le sol qatari est, bien évidemment, la condition sine qua non de la protection américaine. L'affaiblissement de la puissance financière et économique américaine constitue l'élément nouveau de cette dernière décennie. Cela bouleverse la donne dans cette région qui avait l'habitude, depuis plusieurs décennies, de vivre sous l'ordre américain.

Aujourd'hui, les États-Unis n'ont plus les moyens de leur politique hégémonique. De plus, la zone Asie-Pacifique, avec l'émergence de la Chine, devient la région clé pour l'impérialisme américain, beaucoup plus que le Moyen-Orient.

Certes, la protection des gisements d'hydrocarbures et de ses voies d'acheminement vers les pays du Nord restera un enjeu central. Mais la crise économique et financière mondiale, associée à la reconsidération des priorités stratégiques, font que les États-Unis n'ont plus les moyens d'agir directement dans cette région pour préserver leurs intérêts.

Cette situation inédite a deux conséquences pour cette région

1. **la première est que Washington, face à ses nouvelles restrictions budgétaires, a décidé d'intervenir dorénavant à travers ses relais locaux qui, eux, ont les moyens et l'ambition de devenir des puissances régionales.**

- Ces relais locaux sont d'abord ceux qui, historiquement, ont toujours été présents dans cette région : au premier plan, les deux anciennes puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne (puissance militaire et technologique), sans oublier la fidèle héritière de l'empire ottoman, la Turquie, nouvelle puissance économique et militaire.
- Le Qatar, diplomatiquement et médiatiquement très présent, espère aussi être reconnu comme une nouvelle puissance régionale. Il aspire à devenir un de ces relais de la puissance américaine, qui aura l'avantage d'être le seul à appartenir à la « nation arabe ».
- Fait important, ces pays (France, Grande-Bretagne, Turquie et Qatar), qui sont déjà des acteurs influents dans l'évolution des révolutions arabes, sont tous membres de l'OTAN ou hébergent d'importantes bases américaines, et ont en commun d'avoir noué des relations diplomatiques et économiques avec l'État sioniste.

1.

2. **la seconde conséquence de cette situation nouvelle est que ces relais locaux, tout en agissant pour les intérêts US, œuvrent aussi pour leurs propres intérêts. C'est, très logiquement, une « juste » rétribution qu'« autorise » le gendarme américain :**

- ainsi, profitant des révolutions arabes, les anciennes puissances coloniales européennes (France et Grande-Bretagne) tentent de reprendre pied dans cette région, où elles espèrent devenir l'intermédiaire obligé ;
- la Turquie, de son côté, voudrait reconquérir, à travers son dynamisme économique, son aire d'influence qui s'étendait de l'Asie centrale au Maghreb. L'État sioniste qui entretient des relations économiques florissantes avec le capitalisme turc ne fait pas exception. *Business is Business* ;
- quant au Qatar, fort de sa toute nouvelle puissance financière et médiatique, il promeut une parole libre (mais évidemment orientée) reflétant toutes les tendances politiques du monde arabe, dans le but de s'imposer comme le centre d'un nouveau rayonnement panarabe.

C'est à la lumière de ce contexte qu'il faut interpréter l'action du Qatar, ainsi que son rapport avec le Shaykh Al-Qaradawi et la chaîne satellitaire Al-Jazeera. Pour comprendre le rôle du Shaykh Al-Qaradawi, il faut retracer son historique. Issu des Frères musulmans égyptiens, Shaykh Al-Qaradawi a payé très cher son opposition publique et franche à la dictature égyptienne ; il croupit, pendant toute une partie de sa vie, dans les prisons égyptiennes. Jusqu'à très récemment, tous les mouvements politiques islamiques des pays arabes, sans aucune exception, vivaient sous une terrible répression, faite de meurtres, disparitions, emprisonnements, massacres, ou encore de tortures. Et cela, dans l'indifférence de tous les médias occidentaux.

Shaykh Al-Qaradawi a toujours refusé de se taire sur le droit d'expression de tous les peuples et sur son antisionisme viscéral. Le seul pays qui a, finalement, accepté de l'accueillir tout en lui laissant sa liberté de parole fut le Qatar. Il fit même plus, il lui attribua un canal (Al-Jazeera) pour lui permettre de s'adresser à toutes les masses arabes. La quasi-totalité des dirigeants des mouvements politiques islamiques en exil, ou subissant la répression, lui emboîtèrent le pas. Contournant la censure exercée par toutes les dictatures arabes, ils purent, à travers Al-Jazeera, exprimer leur point de vue et en débattre avec les autres mouvements d'opposition arabes.

Ainsi, à travers Al-Jazeera et le rayonnement du Shaykh Al-Qaradawi, le Qatar a obtenu ce qu'il voulait : être une puissance médiatique incontournable dans cette région. Grâce au Qatar, le Shaykh Al-Qaradawi et beaucoup de mouvements islamiques réprimés ont obtenu en retour le droit de s'exprimer et de

débatte publiquement. Ce qui était irréalisable et inespéré dans leur propre pays, et cela depuis plusieurs décennies.

Aujourd'hui, le Qatar compte bien tirer ses dividendes de sa politique d'ouverture, audacieuse à l'époque, vis-à-vis des mouvements politiques islamiques. L'émirat s'implique, désormais, directement dans les révolutions arabes, financièrement, médiatiquement, diplomatiquement et même militairement, si cela doit s'avérer nécessaire. Pour cela, l'émir du Qatar en personne n'a pas hésité à reprendre en main la chaîne Al-Jazeera. La direction a été remaniée pour qu'elle réponde plus fidèlement aux orientations politiques du pays.

Si la situation du monde arabe n'était pas aussi dramatique, on pourrait sourire de ce petit émirat royal qui soutient les soulèvements populaires et donne des leçons de démocratie, alors que l'émir lui-même est arrivé au pouvoir en destituant son propre père.

Du Nord ou du Sud, musulman ou non, nous n'oublierons jamais ce qui rassemble ces États (France, Grande-Bretagne, Turquie, Qatar) qui se posent aujourd'hui en modèle pour les peuples arabes :

- un assujettissement à l'ordre US, responsable de toutes les guerres impériales menées dans la région ;
- des relations normalisées avec l'État sioniste, seule idéologie d'Etat ouvertement raciste du XXI<sup>e</sup> siècle ;
- une intégration à un système économique mondial, capitaliste et ultra-libéral, responsable de la pire des catastrophes humaines, spirituelle et écologique (1 milliard de sous-alimentés, inégalités croissantes, consumérisme, réchauffement climatique...).

Dépasser l'impérialisme américain, combattre l'idéologie raciste que représente le sionisme, s'affranchir du modèle consumériste occidental et de sa logique capitaliste, requièrent la mise en place d'un projet alternatif de société pour les pays arabes.

Le chemin sera certainement long et difficile. Par contre, ce qui est déjà clair aujourd'hui, c'est que ni la France avec ses philosophies des Lumières qu'elle renie au quotidien, ni la Turquie avec son orientation islamo-libérale qui trahit l'essence de notre foi musulmane, ni les pétrodollars d'un Qatar consumériste et égoïste, ne sont un exemple pour tous les peuples qui aspirent à se libérer. Et seul Dieu est Savant de toutes choses.

[Yamin Makri](#).

L'auteur est marié et père de quatre enfants. Né en France, c'est dans ce pays qu'il effectue toute sa scolarité. Il conclut son parcours universitaire en 1987 par un diplôme de chirurgien-dentiste, puis ar un master en informatique de gestion.

<http://www.resistance-politique.fr/>

---

Dominique Lagarde : Le Qatar est-il la nouvelle voix arabe ?

*Comment ce petit émirat est-il parvenu à devenir la nouvelle voix arabe et à s'imposer sur la scène diplomatique de la région? Voici quelques pistes.*

C'était à la mi-janvier. Interviewé par la chaîne américaine CBS, l'émir du Qatar, le cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani, évoquait pour la première fois l'envoi éventuel de troupes arabes en Syrie afin de mettre un terme aux violences. Un ballon d'essai, sans doute.

Quelques jours plus tard, la Ligue arabe, dont le Qatar assure jusqu'en mars la présidence tournante, invitait le président syrien, Bachar el-Assad, à céder l'essentiel de ses prérogatives à son vice-président, à charge pour ce dernier de nommer un gouvernement d'union nationale afin de préparer des élections. Et, le 31 janvier, le Premier ministre qatari en personne, Hamad ben Jassem ben Jabr al-Thani, qui est également le cousin, l'éminence grise et le plus proche conseiller de l'émir, exhortait le Conseil de sécurité de l'Organisation des nations unies à adopter le plan arabe de sortie de crise.

Aux avant-postes dans la crise syrienne, les deux hommes sont aussi très actifs sur d'autres fronts: le 6 février, le président palestinien, Mahmoud Abbas, et le patron du Hamas, Khaled Mechaal, signaient à Doha, capitale du Qatar, une déclaration solennelle dans laquelle ils s'engageaient à appliquer enfin un accord de réconciliation, en souffrance depuis des mois. Le lendemain, l'émir qatari recevait le Premier ministre pakistanais, Youssouf Raza Gilani, une visite liée à la récente ouverture d'un bureau à Doha par les talibans afghans et à l'amorce de pourparlers entre ces représentants du mollah Omar et les Américains.

Qu'est-ce qui fait courir l'émir du Qatar ? Comment ce petit État, de la taille de la Corse, est-il aujourd'hui devenu le centre de gravité de la diplomatie arabe? Au commencement était Al-Jazira... Inaugurée en novembre 1996 avec le soutien de l'émir, quelques mois après son accession au trône, la chaîne de télévision arabophone donne la parole aux opposants de tous bords, y compris aux islamistes, relaie les émotions de la rue arabe, effraie les potentats et devient vite pour le petit État un formidable instrument d'influence. La "marque" Qatar est lancée.

### **"Stratégie de marketing"**

La politologue Fatiha Dazi-Heni, qui participait le 8 février dernier à un colloque à l'Institut français des relations internationales, évoque une "stratégie de marketing". La diplomatie serait, selon elle, un "créneau" qui va permettre à l'émirat d'exister indépendamment de ses grands voisins - à commencer par l'Arabie saoudite. Au Yémen, dans la Corne de l'Afrique, mais aussi au Soudan, le Qatar multiplie, il est vrai, les offres de médiation. En 2008, il réussit à convaincre les partis libanais de se mettre d'accord sur l'élection d'un président de la République. Une intrusion dans la chasse gardée saoudienne...

En 2011, avec les printemps arabes, le Qatar abandonne son rôle de médiateur. Il décide de choisir son camp, celui des révolutions. L'émir et son conseiller sont convaincus qu'il s'agit d'une lame de fond et qu'il vaut mieux être du bon côté de l'Histoire. D'autant qu'ils ont dans leur jeu de sérieux atouts: la chaîne Al-Jazira bien sûr, mais aussi les liens établis de longue date avec des opposants, tenants pour la plupart de cet islam politique conservateur qui s'impose un peu partout dans le sillage des soulèvements. Le prêcheur égyptien Youssef al-Qardaoui, Ali Salabi, futur leader de la rébellion libyenne, le chef du Hamas, Khaled Mechaal, ou encore le fondateur du Front islamique du salut algérien, Abassi Madani, ont tous trouvé refuge à Doha. Le leader du mouvement tunisien Ennahdha, Rached Ghannouchi, y a souvent été invité.

En Libye, après avoir obtenu de la Ligue arabe qu'elle apporte sa caution - décisive du point de vue des Occidentaux - à l'intervention contre le régime de Kadhafi, l'émirat participe directement aux opérations. Avec quelques avions, mais surtout en fournissant aux combattants libyens de l'argent - qui servira à retourner les tribus -, des armes et des instructeurs. C'est une première, dont on se félicite à Washington, Paris et Londres. Les Occidentaux savent qu'une approche diplomatique des printemps arabes qui ne serait pas élaborée avec des partenaires moyen-orientaux et appuyée par eux, serait vouée à l'échec. Dans ce contexte, l'émirat devient un acteur incontournable. D'autant plus qu'il comble un vide, à un moment où les deux poids lourds de la scène arabe regardent ailleurs: l'Egypte est plongée dans une instabilité

postrévolutionnaire et l'Arabie saoudite, gouvernée par des gérontes, attend l'avènement d'une nouvelle génération.

### **Le cas syrien complique les choses**

Les choses se compliquent, cependant, avec la crise syrienne. Désavouer Bachar el-Assad, qui fut longtemps le protégé de l'émir, ne va pas de soi. Par ailleurs, le Qatar n'a jamais participé à l'axe sunnite constitué par l'Arabie saoudite, la Jordanie et l'Égypte, qui s'est donnée pour priorité de contrer l'influence régionale de l'Iran chiite, notamment en sortant la Syrie de l'orbite de Téhéran. L'émirat au contraire a choisi la carte du dialogue avec l'Iran et ses alliés. Il a aidé le Hezbollah libanais à reconstruire le sud du Liban après la guerre de 2006, œuvré en 2007 au rapprochement entre Paris et Damas lorsque Nicolas Sarkozy a souhaité renouer avec Bachar el-Assad. Un positionnement dicté à la fois par le désir d'indépendance des Qataris vis-à-vis de Riyad et par un souci de réalisme économique: le Qatar partage avec l'Iran, dans les eaux du Golfe, le North Dome (le plus grand gisement de gaz naturel du monde) et n'a donc aucun intérêt à se fâcher avec la République islamique. Au printemps 2011, lorsque la contestation s'amorce en Syrie, l'émirat paraît hésiter. La chaîne Al-Jazira, qui avait auparavant pris immédiatement le parti des opposants tunisiens et égyptiens, est loin de se montrer aussi enthousiaste.

### **En finir avec Bachar el-Assad**

Les choses auraient basculé à la suite d'une visite à Damas, fin juin, du cheikh Hamad ben Khalifa al-Thani. Venu plaider pour des réformes politiques, il n'aurait pas apprécié de se voir opposer une fin de non-recevoir par le président syrien. Selon plusieurs observateurs, l'émotion des journalistes d'Al-Jazira face à l'ampleur de la répression aurait, en outre, dans ce cas précis, pesé sur le positionnement de l'émirat. "La diplomatie du Qatar est devenue presque prisonnière de la chaîne", affirme ainsi Hasni Abidi, directeur du Centre d'études et de recherches sur le monde arabe et méditerranéen, à Genève.

Le revirement semble aussi lié à un recentrage des relations du Qatar avec ses deux grands voisins: une prise de distance vis-à-vis de l'Iran, qui l'accuse de pomper trop de gaz dans le gisement commun et un rapprochement avec l'Arabie saoudite, dont l'intervention à Bahreïn n'a fait l'objet d'aucune critique à Doha. Aujourd'hui, l'émir paraît décidé à en finir avec Bachar el-Assad. Reste à savoir comment. Le 12 février, la Ligue arabe en appelait à l'envoi d'une force composée de Casque bleus et de troupes arabes.

Dominique Lagarde, L'Express

### **Un État richissime**

D'une superficie de 11 437 kilomètres carrés, l'émirat compte 1,7 million d'habitants, mais 250 000 nationaux, selon l'estimation la plus courante. Son PIB par habitant - 96 000 dollars d'après le FMI - est le plus élevé du monde. Troisième producteur mondial de gaz naturel (derrière la Russie et l'Iran) et premier exportateur de gaz liquéfié de la planète, le Qatar possède depuis 2005 un fonds souverain dont le capital actuel est estimé à plus 100 milliards de dollars.

*« Ce texte n'engage que l'auteur, mais la description qu'il nous fait de l'attitude ambiguë du Qatar servant en réalité les seuls intérêts américano-sionistes nous semble particulièrement crédible ».*

*Le comité rédactionnel de Résistance.*

---

Georges STANECHY : Qatar : L'Hyper puissance...

*« La chétive Pécora s'enfla si bien qu'elle creva » - La Fontaine (1)*

Un confetti

Qatar...

Excroissance côtière du Golfe Persique, péninsule de 160 km de longueur face à l'île de Bahreïn, confetti géographique frontalier de l'Arabie saoudite, couvrant 11.437 km<sup>2</sup>. Superficie, à 10% près, similaire à celle du département français de la Gironde.

En population, l'équivalent d'un autre département celui des Vosges : 400.000 habitants ou nationaux. Car le chiffre de sa population globale, approchant les 2 millions (2), est composé pour les 4/5° de "non nationaux", travailleurs immigrés venant d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, des Philippines, du Sri Lanka, et d'autres pays arabes. L'essentiel des postes de direction du pays étant monopolisés par des expatriés, essentiellement, anglo-saxons.

Habile à s'entourer des meilleurs spécialistes en communication et en image, le Qatar est mondialement courtisé pour ses largesses. Inondant à profusion médias, milieux académiques, sportifs et artistiques. Achetant des clubs sportifs comme des petits pains, même des bateaux de courses avec leur équipage (3). Accueillant les Jeux Asiatiques en 2006, promoteur de nombreux événements sportifs généreusement dotés : moto, tennis, tennis de table, golf, cyclisme, etc.

Tant et si bien que le Qatar sera, en 2015, l'hôte de la coupe du monde de handball. Jusqu'à la FIFA, renommée pour sa "[rigueur éthique](#)", qui l'a choisi comme organisateur de la coupe du monde de football, en 2022 !...

Son meilleur "coup de pub", celui qui a fait connaître ce pays, a été la création de la chaîne télévisée à diffusion internationale Al-Jazeera, en 1996. Avec, au démarrage, une excellente équipe de BBC Arabic Television qui venait d'être licenciée pour ne pas respecter la ligne éditoriale exigée par le gouvernement britannique. Emettant à partir de 1998 en continu, en arabe puis aussi en anglais, elle était célèbre pour sa liberté de ton par rapport aux autres télévisions de la région. Seul bémol, évidemment : éviter de parler de la politique intérieure et extérieure du Qatar.

Dans un surprenant revirement la fragile indépendance d'Al-Jazeera a, toutefois, fondu comme neige au soleil lors du « Printemps Arabe ». Ses meilleurs éléments l'ont quittée devant l'obligation de s'aligner scrupuleusement sur la propagande de l'Empire, imposant la diabolisation de ses futures proies au Moyen-Orient.

A présent, rabaissée au niveau des autres chaînes arabes, notamment saoudiennes, spécialisées dans la glorification des tyrans locaux adoués par l'Occident et la [désinformation](#), allant jusqu'à des mises en scène en studio et des faux témoignages interprétés par acteurs et figurants. (4)

Ce Micro-Etat, par ses postures et mises en scène médiatiques, se revendique à présent en 'hyperpuissance', financière et militaire. Lors de la récente opération de 'démocratisation' en Lybie, nos journalistes ne cessaient de s'extasier devant son impressionnante présence armée, éclipsant pratiquement les corps expéditionnaires coloniaux de la Grande-Bretagne et de la France : forces aériennes, forces spéciales, instructeurs, aviation de transport ravitaillant les rebelles en armes et munitions, etc.

Nous savons que les soldats du Vatican ont, par tradition, la nationalité suisse. Mais, quelles étaient, quelles sont, les authentiques nationalités des hyperactifs porteurs d'uniforme qatari ?... Question que journaliste et « expert » du Moyen-Orient ne doivent surtout jamais formuler...

Le chef de cet "Etat" est un émir : Hamad bin Khalifa Al-Thani. Son "gouvernement" est dirigé par un premier ministre, Hamad bin Jassim Al-Thani. Oui, tout se passe en famille. Cette autocratie ubuesque est, en effet, un clan familial gérant le pays comme s'il s'agissait de sa ferme, ou de son patrimoine



personnel. Ce qui n'empêche pas, comme dans toute féodalité, des règlements de compte réguliers entre pères et fils, frères et cousins...

D'après le classement et les estimations du magazine américain Forbes, publié en juillet 2010, la fortune personnelle de l'émir était estimée à 2,4 milliards de dollars. Possédant un des yachts privés les plus grands du monde ([Al-Mirqab](#), 133 mètres...), résidences somptueuses et chapelet de palaces sur les principales places financières de la planète (5). Ce montant est évidemment à multiplier, au minimum par dix, du fait des insondables astuces et artifices comptables, mettant en jeu la nébuleuse des ascendants, descendants, collatéraux, fondations, holdings, cascades de sociétés-écrans et paradis fiscaux.

Aucune élection (6). Aucun parti politique. Aucun syndicat. Aucune presse indépendante. Aucun opposant. Aucun dissident. A l'exemple des autres pétromonarchies du Golfe Persique.

L'incarnation du rêve ploutocratique...

Bizarre.

D'ordinaire en proie aux plus ravageuses hystéries « droits-de-l'homme » , nos vestales médiatiques et politiciennes, gardiennes des "valeurs républicaines", se révèlent étrangement silencieuses devant ce déni des libertés élémentaires, fondement de la dignité de tout citoyen. (7) Jamais ne sera évoqué le commencement d'une allusion à l'impérieuse et urgente nécessité d'un « changement de régime » !

Tétanisées, probablement, par la vision féérique de cette caverne d'Ali Baba. Croulant sous les excédents financiers à ne pas savoir qu'en faire, d'autant plus qu'il lui est interdit par son suzerain de les réinvestir dans les pays de la région non producteurs d'hydrocarbures, le Qatar peut tout acheter.

Avec autant d'efficacité, de rapidité, de récurrence, que luxe, faste, caprices, armes et mercenaires, starlettes et sportifs, l'argent n'achète-t-il pas les consciences ?...

### **Sur une bombonne de gaz**

Richissime producteur de pétrole mais, avant tout, troisième producteur mondial de gaz naturel après la Russie et l'Iran, le Qatar est, actuellement, le premier exportateur de gaz liquéfié. Le hasard de son positionnement géographique dans le Golfe Persique octroie au Qatar, sous ses eaux territoriales, une des plus grandes réserves de gaz de la planète : le fameux [gisement North Dome Field](#) (6000 km<sup>2</sup>), mitoyen du South Pars (3700 km<sup>2</sup>) relevant des eaux territoriales de l'Iran.

Curieux destin que cette entité lilliputienne. Pendant des siècles, noyée dans les immenses territoires de la Perse. Stérile, désertique, seuls subsistant de petits villages côtiers vivant de la pêche, du commerce ou, suivant les saisons, de la contrebande et de la piraterie. La seule importance que lui ont trouvée les Portugais, lors de leurs explorations et implantations de comptoirs au XVI<sup>e</sup> siècle, était son eau potable. Vitale pour les équipages de leurs voiliers. Expliquant leur présence pendant une vingtaine d'années, de 1517 à 1538. Avant d'en être chassés par l'expansion de l'Empire Ottoman.

Profitant de son affaiblissement, au XIX<sup>e</sup> siècle, les britanniques ont imposé leur protectorat sur la région. Organisant la sécession du Qatar, rattaché alors à Bahreïn, en 1867 en application du dogme de la prédation coloniale : 'diviser pour régner'. Créant un émirat, bombardant comme premier « émir » le plus riche commerçant du coin avec qui ils étaient en affaires, un certain : Al-Thani...

Renforçant leur emprise dès la chute de l'Empire Ottoman à la suite de la première guerre mondiale et, surtout, devant la découverte des hydrocarbures. L'indépendance du Qatar en 1971 n'étant qu'une couverture pour un protectorat de l'Empire administré, de fait, par les compagnies pétrolières anglo-

saxonnes. C'est le Qatar qui sert de Quartier Général des forces US lors de l'invasion et la destruction de l'Irak. Elles y détiennent une de leurs plus grandes bases aériennes hors de leur territoire : Al-Eideïd.

La France n'est pas en reste. Nos gouvernements, tous partis confondus, ne savent que faire pour complaire à ces despotes. Ouvrant une base navale, accordant, entre autres faveurs, des privilèges fiscaux inimaginables.

Rappelons quelques termes de la Convention fiscale du 4 décembre 1990 avec le Qatar (8), sous couvert d'éviter les doubles impositions, notamment (9) :

=> art. 9.1. Les revenus de créances provenant d'un Etat et payés à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.

=> art.10.1. Les redevances provenant d'un Etat et payées à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat.

=> art. 19.2. Les personnes physiques qui sont des résidents du Qatar et qui disposent d'une ou plusieurs habitations pour leur usage privé en France sans y avoir leur domicile fiscal au sens de la législation française sont exonérées de l'impôt sur le revenu établi sur la base de la valeur locative de cette ou de ces habitations.

L'avenant du 14 janvier 2008, entré en vigueur le 23 avril 2009, est encore plus croustillant. Extraits :

=> art. 3.1. Les dividendes payés par une société qui est un résident d'un Etat à un résident de l'autre Etat ne sont imposables que dans cet autre Etat si la personne qui reçoit ces dividendes en est le bénéficiaire effectif.

=> art. 3.5. Lorsqu'une société qui est un résident d'un Etat tire des bénéfices ou des revenus de l'autre Etat, cet autre Etat ne peut percevoir aucun impôt sur les dividendes payés par la société [...]

=> art. 3.6. Une société qui est un résident de l'Etat du Qatar et qui est imposable en France selon les dispositions des articles 5, 6 ou 11 n'est pas passible en France de la retenue à la source sur les revenus réputés distribués [...]

Véritable légalisation de « l'évasion fiscale », permettant à nos gouvernants de se lamenter sur le « vide » des caisses de la France...

L'Occident protège, encourage ces pétromonarchies, ploutocraties baignant dans la gabegie et l'irresponsabilité, aussi indécentes que stupides. Se croyant tout permis devant une telle complaisance, elles se permettent depuis peu de donner des leçons de « démocratie » et de « droits de l'homme » à certains de leurs voisins. Le Qatar se distinguant, tout particulièrement, dans ce nouveau jeu de rôle en décuplant déclarations fracassantes, agitations diplomatiques, organisations de sommets.

D'abord, pour participer à la destruction de la Lybie afin de libérer le pays d'une "infâme dictature". Ensuite, ne cessant de fustiger le gouvernement syrien, d'y attiser la guerre civile, sommant son chef d'Etat de quitter immédiatement ses fonctions. Dernièrement, souhaitant que des troupes envahissent la Syrie. Rêvant, peut-être ou sûrement, de doubler, tripler son pactole, en bénéficiant de l'embargo imposé par l'Empire sur le pétrole et le gaz iraniens, dans la multiplication des contrats de substitution...

Alors que depuis de nombreux mois, l'île de Bahreïn au large de ses côtes est à feu et à sang. Le peuple ne veut plus endurer la tyrannie de leur émir Al-Khalifa et de sa famille. L'atroce répression de cette courageuse révolte populaire sur fond de fusillades, tortures, enlèvements, disparitions, s'effectue par des troupes saoudiennes et des mercenaires. Toute la région côtière saoudienne du Golfe Persique notamment à Qatif est, elle aussi, en révolte contre la tyrannie des Saoud.

Mais, solidarité 'pétromonarchique' oblige : le Qatar se tait. Aussi hermétiquement que notre propagande médiatique.

Jusqu'à quand pareille imposture ? Question de temps, de hasard ou de nécessité...

Comme les autres aberrations territoriales héritées de la colonisation occidentale dans la région, cette satrapie impériale de carton-pâte sera balayée par les vents de l'Histoire.

Ou, telle la grenouille de la fable de La Fontaine explosant dans son fantasme bovin, emportée par le souffle des prochains champignons atomiques que nous promettent les fous de guerre qui nous gouvernent...

Georges STANECHY

(1) Fable : La Grenouille qui veut se faire aussi grosse que le Bœuf

(2) Chiffre officiel de la population, nationaux et non nationaux, pour 2010 : 1 696 563 habitants.

(3) La navigatrice britannique [Tracy Edwards](#) a empoché 55 millions d'euros, en 2005, pour enregistrer son bateau dans ce pays et le baptiser "Qatar".

(4) A titre d'exemple, voir le document Wikistrike du 14 décembre 2011 : Al-Jazeera pris en flagrant délit de faux reportages !, <http://www.wikistrike.com/article-al-jazeera-pris-en-flagrant-delit-de-faux-reportages-92420183.html>

(5) Parmi ses actifs en France : Le Royal Monceau et la résidence Lambert (hôtel particulier) à Paris, ou encore une luxueuse propriété à Mougins. Propriétaire du Manhattan Palace à New-York, etc.

(6) Pour la forme ou le folklore, mentionnons des « élections » de conseils communaux sur des listes soigneusement filtrées par le pouvoir, depuis 1999. Et, celle d'un « conseil consultatif », faisant office de « parlement » de 45 membres, dont 15 sont nommés directement par l'émir. Tout cela à titre « consultatif » et, bien entendu, sans parti politique, ni critique autorisée de la gestion du pays sur le mode de la "cassette personnelle" ou, encore moins, de la « politique étrangère » du clan Al-Thani.

(7) Pour le "fun", souvenons-nous des attaques d'apoplexie de Daniel Cohn-Bendit hurlant sa rage antichinoise au parlement européen la veille des Jeux Olympiques de Pékin. Ou, encore sur le même thème, les séances d'incantation antichinoise organisées par la célèbre ONG : Reporters Sans Frontières. Affublés de leurs T-shirts de boycott des Jeux...

(8) Convention du 4 décembre 1990, signée par Cheikh Mohamed Bin Khalifa Al-Thani, Secrétaire d'Etat aux finances et au pétrole, et Michel Charasse, Ministre délégué chargé du budget

(9) Textes téléchargeables : Convention signée à Paris le 4 décembre 1990

(<http://www.impots.gouv.fr/portal/deploiement/p1/fichedescrip...>), et, Avenant à la Convention avec le Qatar du 14/01/2008 – en vigueur au 23/04/2009 (<http://www.toutsurlesimpots.com/convention-fiscale-france-qa...>)

Georges STANECHY

URL de cet article 15693

<http://www.legrandsoir.info/qatar-l-hyperpuissance.html>

---

---

---

## 1 Brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

### 1-1 Le Qatar achète la démission du général al-Dabi.

Selon le «Réseau Voltaire», la démission du général al-Dabi de la tête des observateurs arabes en Syrie aurait été suscitée par le Qatar.

Le général soudanais al-Dabi, considéré il y a peu comme le négociateur de la paix au Darfour, a fait l'objet d'une campagne internationale de calomnie après que les premiers rapports quotidiens des observateurs de la Ligue arabe ont montré que sa Mission ne validerait pas la version atlantiste des événements en Syrie. Cependant, Mohammed Ahmed Mustafa al-Dabi a tenu bon face aux multiples pressions et, après un mois d'enquête, a rendu un rapport de synthèse, selon lequel les forces de sécurité syriennes n'ont jamais tiré sur des manifestations pacifiques de l'opposition (Rapport dont l'Expression a publié de larges extraits, Ndlr). Alors qu'est envisagé de former une nouvelle Mission d'observation, cette fois conjointe à la Ligue arabe et aux Nations Unies, le Qatar a multiplié les démarches auprès du général al-Dabi pour qu'il donne sa démission et laisse la place à une personnalité plus accommodante. Sheikh Hamad bin Jassim, Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, lui a d'abord proposé une indemnité pour se retirer. Le général a refusé.

L'émir lui a alors déclaré par téléphone que tout homme a un prix et qu'il lui appartenait de fixer le sien, puis il lui a envoyé un chèque sans montant en lui demandant d'écrire lui-même la somme. Nouveau refus du général. En définitive, le Qatar s'est adressé au président soudanais Omar El Bechir. L'émirat wahhabite a accordé un don au Soudan - un des États les plus pauvres du monde - en échange du retrait du général al-Dabi. Après le versement de 2 milliards de dollars, le président soudanais a rappelé le général à Khartoum. La Ligue arabe dispose d'une présidence tournante, exercée à tour de rôle par chacun des 22 États membres. En 2011, le Qatar avait convaincu l'Autorité palestinienne de lui céder son tour de présidence en échange d'un don de 400 millions de dollars, avait révélé à cette époque le Réseau Voltaire.

<http://www.lexpressiondz.com/internationale/148375-le-qatar-achete-la-demission-du-general-al-dabi.html>

---

### 1-2 [Sarkofrance](#) : Sarkozy : l'argent et l'argent du Qatar.

Samedi 11 février, le journaliste Denis Jeambar est revenu, dans l'hebdomadaire Marianne, sur le rôle central de Nicolas Sarkozy dans les investissements qataris en France.

En 2011, le Qatar a fait parler de lui. L'émirat n'intéressait jusqu'à lors que les gazettes diplomatiques. On avait pu voir Nicolas Sarkozy s'y promener ou recevoir l'émir Al-Thani ou son fils sur le perron de l'Élysée. Mais l'an dernier, l'opération a changé de dimension. Et il fallut quelques mois pour comprendre que Nicolas Sarkozy y a joué un rôle central.

1. En début d'année, le président français apporta un soutien appuyé à la candidature qatari pour l'organisation de la Coupe de Monde de football en 2022. Quelques observateurs français notèrent plus tard que de gros contrats de construction avaient été confiés à des entreprises françaises. Fin 2011, le gouvernement français mettait en place un plan d'action pour aider les entreprises nationales à saisir toutes leurs chances dans ce marché de 100 milliards d'euros. « *c'est toute la gamme des activités, BTP, Technologies de l'information, développement durable" et autres qui est concernée* » a expliqué Pierre

lellouche, le secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

2. Au printemps, le fond d'investissement Colony Capital, cède le Paris Saint Germain au Qatar. Colony Capital est dirigé par l'un des plus proches amis de Nicolas Sarkozy, Sébastien Bazin. Selon le magazine SoFoot, ce premier achat est né d'une première rencontre avec le prince héritier du Qatar, en novembre 2010, à l'Elysée. Sébastien Bazin était présent. Peu avant, notre Monarque avait décoré de la Légion d'honneur le quatrième fils de l'émir du Qatar, le Sheikh Tamim.

3. A la même période, le Qatar emporte les droits de commercialisation TV de la Ligue 1 à l'étranger. Le 23 juin, la chaîne Al-Jazira créé la surprise en remportant deux matches de football par semaine de la Ligue 1 française, à compter de la saison prochaine, pour 90 millions d'euros annuels. Début 2012, elle complète son acquisition en raflant les droits de retransmission de 6 matches supplémentaires.

Pour Marianne, Denis Jeambar explique : *« c'est aussi avec l'accord explicite de Nicolas Sarkozy que la chaîne qatarie Al-Jazira a pris le contrôle de l'exploitation des droits de retransmission du football en France. Le président a cautionné cette opération, en sachant qu'elle portait atteinte à Canal+, la chaîne majeure du foot. Car, irrité par Canal, le chef de l'Etat n'adresse plus la parole à ses dirigeants. »*

4. En février 2012, on apprend qu'Al Jazira Sports aurait également raflé les droits de retransmission TV pour la France des championnats d'Europe 2012 et 2016. Un nouveau cataclysme.

5. A la fin de 2010, Anne Lauvergeon a résisté à l'arrivée du Qatar au capital d'Areva qu'elle présidait alors. Elle a été débarquée en juillet dernier. Dans le Monde daté du 10 février, elle accuse explicitement ses adversaires : *« J'ai catalysé la foudre divine. (...) Elle était menée par Claude Guéant, relayée par François Roussey, banquier conseil des Qataris et d'EDF, et chargé fin 2009 par le chef de l'Etat d'une mission pour restructuration de la filière nucléaire, et par Henri Proglio. J'ai dérangé des intérêts de toute nature, des réseaux et des intermédiaires dont je ne soupçonnais pas l'existence il y a quelques années. »*

6. Fin septembre 2011, le Monde révélait que le Qatar pourrait prendre une participation minoritaire de BNP Paribas. La banque a depuis démenti.

7. En décembre dernier, Nicolas Sarkozy s'était discrètement rendu à Marrakech pour y retrouver l'émir Hamed Ben Khalifa El Thani, *« une visite privée »* expliquait un journal marocain.

8. Le 8 décembre 2011, le Qatar a annoncé la création d'un fond d'investissement de 50 millions d'euros pour doter l'Association Nationale des élus locaux pour la diversité (ANELD). L'ANELD a été créée et est présidée par Kamel Hamza, un soutien de Nicolas Sarkozy, ancien attaché parlementaire d'Eric Raoult, le maire UMP du Rancy. Il s'agirait de favoriser le développement des banlieues.

Cet activisme pro-qatari est aussi un échange de bons procédés. A Doha, de gros contrats commerciaux ont été confiés à des entreprises françaises. Lors de la guerre en Libye, l'intervention militaire souvent clandestine des forces qataries a été décisive.

Source : [Sarkofrance](#)

---

---

2 Dossiers

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

## 2-1 Réseau Voltaire : François Hollande négocie avec l'émir de Qatar.

L'ancien Premier ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

L'émir Hamad avait déjà noué des liens étroits avec Nicolas Sarkozy et son épouse Carla Bruni –à laquelle il ne manque jamais une occasion de prêter un avion privé–, ainsi qu'avec le maire de Paris, Bertrand Delanoë, et le ministre de la Culture, Frédéric Mitterrand –qui l'ont aidé à obtenir des dérogations pour aménager l'hôtel Lambert (Île Saint-Louis) acquis à la famille Rothschild–.

L'émir Hamad multiplie les investissements en France. Après avoir placé à son service de hautes personnalités, comme l'avocat d'affaire et ex-Premier ministre Dominique de Villepin, il a acheté des parts dans les médias (groupe Lagardère) et dans un club de football (le Paris Saint-Germain). Il a par ailleurs annoncé, le 9 décembre 2011, la création d'un fonds de 50 millions d'euros destiné à de jeunes leaders issus des quartiers français « en difficulté ».

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens. Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire *Al-Jazeera* qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie. Le groupe *Al-Jazeera* entend s'implanter progressivement en France avec le prochain lancement d'*Al-Jazeera Sports*.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « *Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix* ».

Réseau Voltaire |

31 janvier 2012

---

## 3 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage

### 3-1 Qatar : l'ennemi d'hier l'ami d'aujourd'hui.

Nous nous rappelons tous du discours patriotique de Caesar George W. Bush le soir des attentats du 11 septembre, depuis la Maison Blanche. Pendant cette nuit très obscure, Bush s'adressa à la nation en parlant avec une certaine gravité, qui évoqua en nous le souvenir des grands patriarches bibliques :

"Ce soir je vous demande de prier pour toutes les personnes affligées, pour les enfants dont le monde est brisé, pour tous ceux dont le sentiment de sûreté et de sécurité a été menacé. Et je prie pour qu'ils soient

soulagés par une puissance plus grande que nous dont nous parle le psaume 23 : " Bien que je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal car tu es avec moi" [4]

Le soir même, après s'être adressé à la nation, deux anges seraient arrivés à la Maison Blanche et auraient pris Caesar George W. Bush par la main, en lui chuchotant à l'oreille : " Va donc, conduis le peuple où je t'ai dit. Voici, mon ange marchera devant toi, mais au jour de ma vengeance, je les punirai de leur péché" [5].

Quelques jours plus tard, jeudi 20 septembre, Caesar Georges W. Bush prononça un discours devant les deux chambres réunies du Congrès. Parmi les points forts de son discours, nous lisons :

"Livrer aux autorités américaines tous les dirigeants de l'organisation Al-Qaïda qui se cachent sur votre terre" [6]. "Ces demandes ne sont pas ouvertes à la négociation ou à la discussion. Les Taliban doivent agir et agir immédiatement. Ils livreront les terroristes ou bien ils partageront leur sort" [7]. "Notre guerre contre la terreur commence avec Al-Qaïda mais elle ne se termine pas là. Elle ne se terminera que lorsque chaque groupe terroriste qui peut frapper partout dans le monde aura été repéré, arrêté et vaincu" [8].

En dépit du Saint-Esprit qui eut soufflé l'audace dans la bouche de Caesar, ces déclarations historiques sont devenues d'ores et déjà copyright de l'Histoire. En effet, tous les obstacles semblent aujourd'hui levés pour que des négociations puissent commencer entre les ennemis d'hier, amis d'aujourd'hui.

Depuis l'été 2011, on entend chuchoter, dans les couloirs des puissances impérialistes, à propos de l'ouverture d'un bureau de représentation des Taliban au Qatar, comme symbole du processus de paix engagé avec le principal groupe insurgé en guerre contre l'OTAN et le gouvernement de Kaboul [9].

Certainement, cette initiative honorable de la part de l'émir du Qatar, n'aurait pas pu voir la lumière sans la bénédiction de l'Empire. Ainsi, des émissaires américains rencontrèrent seuls, "une petite dizaine de fois", des représentants résistants [10].

Cependant, cet événement n'est en aucun sens un fait isolé. Par contre, il fait partie d'un continuum de messages d'amour entre les groupes islamistes salafistes – Taliban et Frères musulmans – d'un côté, et l'Empire étatsunien – par le biais de son concessionnaire au Moyen-Orient, l'émirat du Qatar – d'un autre côté. Les premières lueurs de la nouvelle aube commencèrent en mars 2009, après que l'administration Obama eut abandonné l'expression « guerre contre le terrorisme », adoptée par son prédécesseur Bush [11].

Sur un autre plan, des responsables américains ont entamé, récemment, des négociations avec le gouvernement de Kaboul pour transférer, aux autorités afghanes, des responsables Taliban du haut rang emprisonnés au Goulag de l'Empire, à Guantanamo, depuis l'invasion de l'Afghanistan ; et cela dans l'espoir de parvenir à une trêve entre Washington et les insurgés. Des responsables américains ont déjà exprimé leur accord d'« expédier », hors de la baie de Guantanamo, les détenus Taliban [12].

En plus, des sources de l'administration Obama ont indiqué que des détenus résistants seront libérés une fois que les insurgés auront accepté d'ouvrir un bureau au Qatar et entamé des pourparlers avec les Américains [13]. De leur côté, les Taliban ont dit qu'ils étaient prêts à aller davantage avec ces pourparlers.

Il faut noter que ces échanges romantiques du genre épistolaires entre l'Empire et les insurgés viennent après dix ans de guerre atroce [14].

Loin des affections foudroyantes entre les ennemis d'hier amis d'aujourd'hui, au cours d'une réception de la délégation de la Ligue arabe, comprenant le cheikh Hamad, à Damas le 26 Octobre dernier, le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, aurait « lutté » pour amender certains articles

du texte de l'Initiative arabe, comme l'article concernant le « retrait de l'armée syrienne » ; un article considéré comme le plus dangereux par les autorités syriennes, qui voient impossible d'envisager de retirer l'armée de régions désormais devenues le théâtre d'une guerre civile comme à Homs. Mais le cheikh Hamad a exigé ce retrait : « Il est impératif de retirer l'armée et de cesser de tuer les manifestants ! », dit-il. Ce à quoi le président syrien a répondu : « L'armée ne tue pas des manifestants, elle poursuit plutôt des terroristes armés. Si jamais tu avais une solution pour en finir avec ces derniers, elle serait bienvenue ! » [15]. Pourtant, le cheikh Hamad persistait à faire croire à ses hôtes qu'il refusait toute utilisation du terme « terrorisme », et a même failli récuser l'évocation de bandes armées dans les villes [16].

Une question s'impose fortement : pourquoi cette angélisation inattendue des groupes islamistes armés - les ennemis d'hier - de la part de l'Empire et son concessionnaire au Moyen-Orient ?

<http://www.legrandsoir.info/al-qaida-en-syrie-les-ambitions-imperiales-de-l-emirat-du-qatar.html>

---

3-2 L'expression : Le Qatar confirme son poids diplomatique.

L'accord signé lundi entre les deux mouvements au Qatar marque un nouveau succès pour ce petit et riche Etat du Golfe, devenu le nouveau centre de gravité de la diplomatie arabe.

«Tout indique que Doha est devenue la capitale politique du monde arabe. La diplomatie du Qatar est désormais la locomotive de l'action politique arabe, un rôle appelé à se poursuivre», a relevé l'analyste émirati Abdelkhalq Abdallah. Le Qatar, qui ne cache pas sa sympathie, sinon son appui, aux animateurs des révoltes qui secouent depuis un an les pays du Printemps arabe, mène une diplomatie tous azimuts au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie. Le président palestinien et chef du Fatah Mahmoud Abbas et le chef du Hamas Khaled Mechaal ont signé lundi à Doha une déclaration les engageant à appliquer un accord de réconciliation nationale, en souffrance depuis des mois. Le même jour, le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani arrivait à Doha pour des entretiens sur les efforts de paix en Afghanistan menés au Qatar où Américains et taliban ont entamé des contacts. Le Qatar, premier exportateur de gaz naturel liquéfié avec une superficie de 11.000 km<sup>2</sup> et une population de 1,7 million d'âmes dont seulement 250.000 autochtones, joue en outre un rôle diplomatique de premier plan dans la crise syrienne, portée sans succès jusqu'ici devant le Conseil de sécurité de l'ONU. En Libye, le Qatar a été le premier pays arabe à avoir soutenu, au côté des Emirats arabes unis, ouvertement les rebelles, y compris sur le plan militaire, jusqu'à la chute du régime du colonel Mouammar Kadhafi.

L'émir, cheikh Hamad Ben Khalifa Al-Thani, un proche allié des Etats-Unis qui disposent au Qatar de deux bases militaires, «a rapidement compris qu'un nouveau Proche-Orient se mettait en place et a agi dans un esprit d'initiative pour assurer la stabilité régionale», a déclaré à l'AFP le directeur du Doha Brookings Centre, Salmane Chaikh. Le Qatar a ainsi supervisé en mai 2011 un accord de paix entre le gouvernement soudanais et un groupe rebelle du Darfour, resté cependant sans effet, comme il avait parrainé en mai 2008 un accord interlibanais ayant mis fin à une crise politique de 18 mois et permis l'élection d'un président. Ce pays, qui a offert sa médiation dans des dossiers aussi épineux que ceux du Yémen et de la Corne de l'Afrique, y compris dans le conflit frontalier entre Djibouti et l'Erythrée ou au Tchad, «poursuit avec efficacité son action diplomatique dans un contexte géopolitique complexe», a noté M. Chaikh. Mettant à profit l'influente chaîne de télévision Al-Jazeera, qu'il finance depuis son lancement un an après son accession au trône en 1995, l'émir du Qatar a peu à peu éclipsé les anciens poids lourds politiques du monde arabe, affaiblis par leurs crises internes ou marginalisés, dont l'Arabie saoudite, l'Irak et l'Egypte. «De petits pays, comme le Qatar, et à un moindre niveau les Emirats arabes unis, ont comblé le vide», laissé par ces grands de la région, a indiqué M. Abdallah, soulignant toutefois que le Qatar «agit dans certains dossiers avec le feu vert de l'Arabie saoudite», en perte de vitesse «en raison du vieillissement de ses dirigeants». «Doha, qui a réussi à entretenir de bonnes relations avec des



individus et des groupes politiques rivaux pour s'imposer comme un acteur dans la région compte aussi sur des partenariats utiles, y compris avec son grand voisin saoudien dans le dossier syrien», a expliqué M. Chaikh. Mais Doha n'a enregistré aucune percée dans ses efforts de bons offices entre Washington et Téhéran, dont les relations sont rompues depuis les années 1980.

08 -02- 2012

L'expression

---

---

#### 4 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

##### 4-1 [Syrie : le Qatar cherche à étouffer le rapport de ses experts.](#)

Les experts impartiaux savent que si le public arabe et occidental avait [accès au rapport](#) réalisé par la Mission arabe en Syrie, c'est bien au Qatar, à ses relais sionistes et à ses commanditaires belliqueux qu'il risquerait de se retourner leur demandant des comptes en matière de démocratie et de droits de l'homme.

Si la Ligue arabe avait eu la même réaction responsable, chose rare, la Libye n'aurait jamais été agressée par l'OTAN.

Contre la confusion il faut apporter la clarification.

Contre le mensonge il faut témoigner de la vérité.

Omar Mazri, Safwene Grira et Ahmed Manai ont [traduit, publié et diffusé le rapport](#) rendant hommage au travail sérieux, honnête et transparent du **général soudanais Mohamed Ahmad Moustapha El Dabi** qui rend la fierté aux Arabes en montrant qu'il existe encore des Arabes justes, honnêtes, responsables, compétents et courageux.

Voici ce que pense le réseau Voltaire de ce rapport.

Depuis le début des événements qui endeuillent la Syrie, deux versions des faits s'opposent : pour les Occidentaux et leurs alliés du Golfe, le régime réprime dans le sang une révolution populaire, tandis que pour la Syrie et ses alliés du BRICS, le pays est attaqué par des groupes armés venus de l'extérieur.

Pour faire toute la lumière sur ces événements, la Ligue arabe a créé une Mission d'observation composée par des personnalités nommées par chaque État membre (sauf le Liban qui n'a pas souhaité participer). Cette diversité des experts garantit l'impossibilité de manipuler le résultat, leur nombre (plus de 160) et la durée de leur mission (1 mois) permet de dresser le tableau bien plus large que tous ceux dont on disposait précédemment. A ce jour, aucun organisme tiers ne peut prétendre avoir conduit une enquête aussi vaste et aussi rigoureuse, et par conséquent ne peut prétendre mieux connaître la situation en Syrie.

Le Comité ministériel de la Ligue Arabe, chargé du suivi du Plan arabe et composé de 5 États sur les 22 membres de la Ligue (Algérie, Égypte, Oman, Qatar, Soudan) a validé le rapport de la mission par 4 voix contre 1 (celle du Qatar) et a décidé de prolonger d'un mois la mission des observateurs.

Le problème c'est que le rapport confirme la version du gouvernement syrien et infirme celle des Occidentaux et des monarchies du Golfe. Notamment, il atteste qu'il n'y a pas eu de répression létale de manifestations pacifiques et que tous les engagements pris par Damas ont été scrupuleusement respectés. Il valide aussi le fait capital que le pays est déstabilisé par des groupes armés, responsables de centaines de morts parmi les civils syriens et de plusieurs milliers dans les rangs de l'armée, ainsi que plusieurs centaines d'actes de terrorisme et de sabotage.

C'est la raison pour laquelle le Qatar cherche désormais à empêcher la diffusion du rapport par tous les moyens. En effet, celui-ci se révèle être une véritable bombe pouvant se retourner contre lui et son dispositif de communication.

Le Qatar exerce actuellement la présidence de la Ligue ; non pas que son tour soit venu pour cela, mais parce qu'il a acheté à l'Autorité palestinienne son propre tour de présidence.

La présidence de la Ligue a donc décidé de ne pas diffuser le rapport de la Mission d'observation, de ne pas le traduire, et même de ne pas placer la version originale arabe sur son site internet.

Le risque pour l'Émirat wahhabite est énorme.

**Si par malheur le public occidental avait accès au rapport, c'est bien au Qatar et à ses relais qu'il risquerait de demander des comptes en matière de démocratie et d'implication dans le massacre de populations.**

<http://www.euroalgerie.org/2012/01/31/syrie-le-qatar-cherche-a-etouffer-le-rapport-de-ses-experts/>

---

4-2 Léon Camus ; Le Qatar, fer de lance de la diplomatie étasunienne, et la France plurielle.

### **Le Qatar qézaco 1 ?**

Unique pays wahhabite hors l'Arabie saoudite, l'émirat qatari est une péninsule de 11 437 Km<sup>2</sup> soit un peu plus que la Corse, indépendant depuis 1971, peuplé d'un million et demi d'habitants dont seuls 200 000 sont des qataris de souche ! Pétrole et gaz naturel y abondent (3<sup>e</sup> producteur mondial), le revenu par tête de pipe y est l'un des plus élevés au monde, nul ne payant d'impôts, tous disposent de transports et d'un système de santé gratuits... aucun Qatari - parce que riche avant de naître - ne se voit donc contraint de travailler pour gagner son pain à la sueur de son front, la main d'œuvre servile s'en charge.

Une pétro-monarchie absolue [dirigée depuis 1995 par l'émir (commandeur) Hamad bin Khalifa al-Thani, lequel a déposé son père en profitant de son séjour en Suisse, ce dernier ayant au préalable évincé son cousin en fév. 1972] sans parti politique et moins encore sans l'esquisse d'une once de symbole démocratique, les révolutions arabes n'ont apparemment en rien affecté le pouvoir... même s'il existe de tout évidence des contre-pouvoirs actifs dans la péninsule comme semble l'indiquer un coup d'État avorté en juillet 2009. Un pays où les quatre cinquièmes de la population n'étant pas des nationaux, les minorités iranienne, chiite, pakistanaise, arabe pourraient quelque jour avoir la velléité de réclamer les droits élémentaires dont elles se voient privées aujourd'hui.

### **Al-Jazira - La Péninsule.**

Fort d'une réserve de 700 mds de \$ en fonds souverain, l'émirat a eu l'astuce géniale de se doter en 1996 d'un prodigieux outil d'influence international avec la CNN du Monde arabe, al-Jazira la bien nommée puisque son nom signifie l'île... chaîne de télévision d'information en continu - anglo et arabophone - al-Jezira est sans contestation possible le canal satellite le plus influent du monde musulman. Il n'en demeure pas moins qu'al-Jazira couvre tous les pays sauf un... le Qatar !

Mais le temps est désormais révolu où les Yanks faisaient bombarder et assassiner ses journalistes 2, depuis tout est rentré dans l'ordre du Meilleur des Mondes Globaux, et comme WikiLeaks nous le confirme, al-Jezira s'est opportunément placé sous la bannière étoilée et gratifiante de la diplomatie armée nord-américaine... ce qui ne l'empêche nullement de relayer les communiqués d'Al-Qaïda, assurant par ce biais à la nébuleuse terroriste un canal de communication hors pair. L'Émir à ce propos, en janvier 2010, admettait benoîtement devant le Conseil de coopération du Golfe, que l'outil politique al-Jezira lui était utile à se ménager les bonnes grâces de l'organisation takfiriste ! Mais al-Qaïda et la CIA, n'est-ce pas du pareil au même 3 ?

Quand le « Printemps arabe » se déclenche, le Qatar dispose ainsi de tous les atouts pour y jouer un rôle déterminant : une chaîne satellitaire suivie par 50 millions de téléspectateurs, des soutes pleines à craquer de pétrodollars et des liens étroits avec les futurs dirigeants islamistes durs qui vont s'imposer à l'issue de processus démocratiques destinés à donner le change.

Al-Jazira est basée, à Doha, la capitale du Qatar. C'est également le Qatar qui a « hébergé » le CentCom, le commandement opérationnel américain ayant supervisé l'invasion de l'Irak en mars 2003.

### **Tête de pont et fer de lance de la diplomatie armée nord-américaine.**

En vertu d'accords de défense signés en juin 1992, nous trouvons à une quarantaine de Km de Doha, el-Oudeid, principale base aérienne des É-U dans la région sur laquelle se trouve prépositionnés quelque 120 chasseurs bombardiers F-16 et divers autres aéronefs de combat. L'armée américaine dispose là d'une formidable capacité de « projection » sur l'ensemble du Proche-Orient, le Bassin de la Mer Caspienne et l'Asie centrale... C'est à partir d'El Oudeid que les É-U ont, en mars 2003, bombardé l'Irak. Le Qatar est donc, à ce titre et de toute évidence, un État de première ligne dans la stratégie de conquête et suprématie holistique conduite depuis 1991 par les ÉUA 4.

### **Une politique fourre-tout d'influence tous azimuts...**

« L'émir n'est pas un grand démocrate, mais il a été parmi les premiers [dans le monde arabe] à comprendre qu'il fallait aller dans le sens de l'histoire ». Anonymous !

Alors Doha s'efforce, avec l'aide assidue du Département d'État, de mener un jeu diplomatique subtil consistant à être dans tous les camps simultanément. En février 2010, le Qatar signe un pacte de défense avec la Syrie et l'Iran et se fait le tour operator avec le président syrien Bachar el-Assad - contre lequel l'Émirat conspire activement à l'heure et militairement parlant - de la visite triomphale que le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad fera au Liban en juil. 2010... L'émir s'est quant à lui rendu en Israël lors d'une visite discrète la même année, en mars selon Wikileaks. En ce qui regarde les transferts de fonds au profit des organisations djihadistes [New-York Times « Follow the Money » 8 déc.2010] et de tous les islamistes, des plus modérés aux plus radicaux, tel le parti tunisien islamiste Ennahda en la personne de son chef Rached Ghannouchi, le Qatar ferait preuve de beaucoup de laisser-aller, laisser-faire, pour ne pas parler d'une bienveillante indulgence... « Ici je puis défendre ma cause sans contrainte... Le Qatar m'assure une liberté d'action et une large couverture médiatique internationale » dira le fondateur du FIS algérien, Abassi Madani, réfugié à Doha depuis 2003 et souvent reçu au palais. Qui ne doute d'ailleurs que l'Algérie à bout de souffle, ne perde rien pour attendre ?!

### **Égypte, Tunisie, Libye, Syrie... un rôle central dans les révolutions arabes.**

Lors de la révolution de palais de 1995, les gardes du corps égyptiens qui assuraient la protection rapprochée de l'émir déchu s'étaient vilainement battus jusqu'au bout. Al-Thani s'est alors convaincu qu'ils avaient suivi des ordres pris au Caire... Hosni Moubarak sera par conséquent la première cible de l'Émirat à l'heure des révoltes arabes. De son côté, le Raïs égyptien Moubarak n'appréciait guère que le Qatar multiplie les missions de bons offices au Liban ou au Soudan, sa chasse gardée diplomatique. Dès les premières émeutes populaires au Caire, al-Jazira prend fait et cause pour la foule. Au fait des

méthodes et techniques éprouvées empruntées aux journalistes occidentaux, les correspondants d'al-Jezira gonflent outrageusement le nombre des manifestants et la violence de la répression, suscitant un surcroît de colère et de révolte dans les opinions publiques arabes par le truchement de son auditorat... Le prédicateur islamiste, vedette de la chaîne, l'Égyptien Youssef al-Qaradawi, exilé à Doha depuis cinq décennies, animateur de l'émission à très large audience « La Charia et la Vie » excite alors les foules à bouter dehors le « Pharaon » ... La messe est dite !

Passons rapidement sur la Tunisie. Une chose est certaine : le financement d'Ennahda, nouveau parti islamiste au pouvoir par le Qatar est un secret de Polichinelle. Le 2 janvier dernier, Rached Ghannouchi son chef -qui se déplace considérablement sans excepter les États-Unis of course -et apporte un soutien sans réserve à la noble cause du Conseil national syrien - était à nouveau reçu au Qatar appelé à lui fournir les moyens nécessaires pour « que la Tunisie nouvelle puisse devenir un exemple en matière de progrès et de démocratie authentique sur la base des valeurs de l'Islam et de ses enseignements ». Pourquoi pas, mais que ce message soit envoyé depuis le Qatar, bastion du radicalisme wahhabite, laisse quand même songeur, pour ne pas dire pantois !

Pour ce qui est le Libye, le cas est exemplaire. Selon le Figaro 6 novembre 2011, Doha aurait engagé 5000 commandos des Forces spéciales qatariennes sur le front libyen ! Il ne s'est donc pas agi d'un soulèvement populaire, voire d'une cruelle guerre civile, mais bien – comme tout le laissait supposer - d'une intervention armée extérieure et d'une guerre sans uniforme ! « Chargées d'épauler les rebelles, les troupes de Doha se sont d'abord déployées à Tobrouk puis ensuite à l'ouest dans le djebel Nefoussa, où le chef d'état-major qatarien, le général Hamad ben Ali al-Attyiah s'est rendu à plusieurs reprises ». La participation du Qatar au cours de l'intervention menée contre la Jamahiriya libyenne, aura été ainsi particulièrement plus conséquente qu'avouée et ne se sera pas limitée au soutien logistique et aérien revendiqué de prime abord... l'émirat ayant mis quand même à disposition de l'Otan huit Mirage 2000 sur les douze qu'ils possèdent ! Mais les guerres modernes ne sont-elles pas avant toute chose, voire essentiellement, des guerres du mensonge, ne serait-ce que par omission ?

D'après d'autres sources [27-12-2011 Le Nouvel Observateur] : « Les Qatariens sont arrivés avec des valises remplies d'argent, ce qui leur permit de retourner des tribus », ajoutons de recapitaliser les groupes et factions djihadistes [notamment les surgens du Groupe islamique combattant en Libye - GIGL] en sommeil depuis leur répression par Kadhafi il y a une petite dizaine d'années, mais dont certains éléments libérés en 2008 ont joué un rôle central dans la chute de la Jamahiriya, tel Abdelhakim Belhaj, chef de troupes de chocs qui firent tomber Tripoli, puis commandant militaire de la capitale libyenne avant de partir – selon toute vraisemblance 5.

Dans un entretien accordé à la chaîne panarabe Al Arabiya, le président démissionnaire du bureau exécutif du Conseil national de transition libyen, Mahmoud Jibril, avait corroboré que les pétrodollars qataris avaient servi à alimenter « les rivalités et les motifs de désaccords existant entre les rebelles et les divers courants gérant l'après Kadhafi, dans le but explicite de diviser et de monter les uns contre les autres les frères libyens » 6. Au total ce sont 400 millions de \$ qui auraient été versés par l'émirat. Quand on aime, on ne compte pas !

Pour ne pas conclure sur le très sanieux chapitre libyen, il s'agit de garder en mémoire que les Qataris ont largement favorisé, approvisionné et abondé les groupes islamistes 7. Dans le Djebel Nefoussa, au sud de Tripoli, les Moukhabarat, les services spéciaux qataris en liaison directe avec leur Cheikh, ont présidé à la distribution très sélective des missiles antichars généreusement offerts par la France. Ce n'est pas moins de neuf cargaisons qui furent ainsi réparties au seul profit des combattants islamistes. Une partie des armes devait par la suite s'évanouir dans la nature en complément des « 10 000 missiles sol-air » engloutis dans les sables libyens selon l'amiral Giampaolo Di Paola, chef du Comité militaire de l'Otan assurant la coordination entre les différents états-majors opérationnels en Libye.

Or, à présent, c'est le Qatar - qui sait apparemment à merveille tirer les marrons du feu - qui a pris le relais de l'Otan sur le sol libyen, en assurant la suite des opérations puisque contrairement à ce que n'en

dit pas la grande presse, la situation y est encore loin d'être complètement stabilisée... État de fait qui confirme indirectement le rôle central que le Qatar a occupé dans le déroulement des opérations d'une guerre qui n'a jamais dit son nom 8 !

Désormais, il sera parfaitement loisible de voir dans le Qatar un « acteur majeur » de la scène orientale et plus encore, à travers les liens politiques et économiques tissés avec la France, un protagoniste de l'espace euroméditerranéen. « Un cas unique ! Nous avons assisté à la naissance d'une puissance régionale de la taille d'une tête d'épingle » s'était exclamé le chantre belliciste Bernard-Henri Lévy... et même une « puissance internationale » faudrait-il ajouter en tant que - ultima ratio - bras armé du Pentagone et agitateur au service du Département d'État dans les banlieues du Tiers-Monde hexagonal.

Reste qu'il est parfaitement cocasse – et pas uniquement pour les esprits chagrins – de voir une monarchie réellement absolue, animée par un puritanisme religieux fanatique, œuvrer au triomphe de la démocratie... ou de ce que l'on nomme tel !

### **Le PSG, les banlieues, l'émir et le Sarkoland.**

Depuis quelques années Washington s'imisce insidieusement, sournoisement mais sûrement dans les affaires intérieures françaises, notamment celles de nos périphéries et autres « banlieues », sous couvert de nous donner des leçons de démocratie plurielle et en accusant aimablement les Frenchies d'être d'infâmes « réacs » pratiquant d'odieuses exclusions à l'égard du sel de la terre... C'est ce modèle made in America qu'entendent aujourd'hui appliquer également les Qataris bien décidés à déverser les millions par brassées sur nos gentils discriminés sous le regard attendri des supporters du PSG. Le Qatar, micro État et vibrion polymorphe, a en effet racheté la majorité du capital du PSG tout en intervenant militairement aux côtés de l'Otan pour démocratiser la Libye, et bientôt la Syrie – c'est-à-dire l'offrir aux islamistes radicaux - et en se faisant désigner dans la foulée, contre monnaie sonnante et trébuchante il va de soi, comme organisateur en 2022 de la Coupe du monde de football !

### **Des banlieues « céfrans » choyées et convoitées.**

Le Qatar a depuis longtemps emboîté le pas aux Yanks en matière d'ingérence dans les affaires intérieures hexagonales : son ambassadeur n'a-t-il pas annoncé en décembre la création d'un fonds d'investissement de 50 millions € en vue de financer des projets économiques portés par des habitants des banlieues de France ? Dix élus périurbains - cinq hommes, cinq femmes, parité oblige – ont de la sorte été invités au Qatar où ils ont été reçus à l'instar de chefs d'État (futurs peut-être) par l'émir Cheikh Hamad Ben Khalifa Al Thani dans le but officiel d'établir des partenariats économiques entre l'émirat et les quartiers populaires où des entrepreneurs se disent « victimes de discrimination et bloqués » 9.

### **Le Qatar en France : un État dans l'État et le généreux financier de nos politiques.**

Une question se pose crûment : les fonds souverains qataris sont-ils en passe d'acheter la France en pièces détachées à l'instar de ces organisations sionistes qui s'implantèrent en Palestine - pour finir par y créer un État, pour l'heure toujours sans frontières ! - en rachetant morceau par morceau, des terres, des lopins, des domaines, des champs et des maisons à qui voulaient leur vendre ?

Commençons par l'achat en gros et en détail de notre classe politique. Des faits et ils sont évocateurs ! Nos politiques sont tous autant qu'ils sont, de modernes jet-setteurs passant le plus clair de leurs temps dans les avions pour aller se dorer la pilule qui à Marrakech, qui en Tunisie (Alliot-Marie), qui en Égypte (Juppé) et ne parlons pas de notre agité-du-bocal ! En vrac parmi les habitués de l'émirat : Villepin, Delanoë, Douste-Blazy, Dati, Royal, Amara, Guéant, Debré, Larcher, Védrine, Mitterrand, Morin, Chevènement, Baudis, Lang 10. Pas un qui manque à l'appel !

Trois semaines après son élection, en 2007, le premier chef d'État arabe reçu à l'Élysée est l'émir al-Thani. Celui-ci, le 14 juillet suivant, assistait au défilé de nos troupes au côté du président de la

République. Lorsque M. Sarkozy occupait la place Beauvau, il avait eu à connaître de la formation des forces de sécurité qataries, d'où des contacts privilégiés... Ce serait par ailleurs le Qatar qui serait intervenu de façon décisive dans la libération en août 2009 du libyen al-Megrahi, l'un des auteurs présumés de l'attentat de Lockerbie, puis surtout, en juillet 2007, dans celle des infirmières bulgares détenues en Libye ; pourtant, curieusement, ce furent Cécilia Sarkozy et son mari qui en récoltèrent tous les lauriers.

De la même mauvaise manière quand le président français - en bonne compagnie : celle du Premier ministre britannique David Cameron et du plumitif Bernard-Henri Lévy alors promu Ministre bis des Affaires étrangères et de la Guerre - paradent à Tripoli le 14 septembre, après la mort ignominieuse - pour les vainqueurs - du Raïs déchu, le grand allié qatari est exclu du triomphe... Et il en concevra un ressentiment durable à l'égard du chef de l'État français 11. Précisons que le Qatar joua un rôle discret, pour ne pas dire occulté - mais essentiel car unique dans le monde arabe - dans la destruction libératoire de la Lybie assortie de ses 150 000 morts « humanitaires », lesquels auront évité, il est vrai, par leur sacrifice « un véritable bain de sang » 12 ! Il en sera vraisemblablement de même, lorsque les nouveaux Alliés anglo-franco-turco-qataris en auront fini avec la Syrie, mais la démocratie est à ce prix et l'on ne peut faire d'omelette sans casser des œufs, n'est-ce pas ?

Pour revenir à la noria de personnalités françaises qui vont chercher quelque fraîcheur à l'ombres des méga buildings et palmiers qataris, réservons une mention spéciale aux membres ou ex membres du gouvernement : Claude Guéant missi dominici de M. Sarkozy, Fadela Amara et Rachida Dati qui, lorsque cette dernière était encore Garde des sceaux, se rendait deux ou trois fois par mois à Doha ! Il est vrai, ceci expliquant cela, que sa sœur est ou était l'une des proches collaboratrices du procureur général du Qatar... On comprend mieux ainsi les bâillements de la susdite sur les travées du Parlement européen de Strasbourg et ses savoureux fourchages de langue dus évidemment aux décalages horaires ! Chirac président effectua neuf visites officielles dans l'émirat, un client avantageux et assidu du cabinet de conseil de l'ancien Premier ministre Villepin dont les déplacements se font apparemment sur les avions personnels de l'émir !

On jugera également du poids de l'émirat dans la vie politique française, sachant qu'à partir de 2008 il s'est vu octroyer des privilèges fiscaux tout à fait exorbitants - par la grâce des votes de la Chambre et du Sénat - afin de faciliter ses investissements dans notre belle République bananière 13. Ainsi les investissements immobiliers qataris ne sont pas imposables sur les plus-values et ses ressortissants en France ne sont pas astreints à l'ISF durant les cinq premières années de résidence. Notons que le groupe d'amitié France/Qatar ne compte pas moins de 49 députés à l'Assemblée nationale... en contrepartie Doha a passé avec Paris des accords pour la formation de ses marins et de ses policiers, ce pourquoi le Qatar devrait voir la création d'annexes de certaines de nos grandes Écoles telles HEC, Saint-Cyr ou l'École nationale de la magistrature... mais de là à dire que le palais de Élysée et celui de Doha seraient cul et chemise, subsiste un pas que nous ne saurions franchir !

### **Quant aux liens économiques...**

Les entreprises françaises sont comme de bien entendu représentées en force dans l'émirat, au premier rang desquelles Total, GDF-Suez (5,8%), EDF, Veolia, Vinci, Air Liquide, EADS, Technip... Reste que le Qatar en tant que détenteur d'un prodigieux fonds souverain - la Qatar Investment Authority - dont les avoirs tournent autour de 700 milliards de dollars, s'intéresse de près à nos secteurs stratégiques : par exemple le groupe d'industries de défense et de presse Lagardère (7,6 %), Veolia (5%), de Suez Environnement (1%), Vinci (5,8%), ou la compagnie maritime d'affrètement CMA CGM, et plus encore à Areva et au nucléaire. Fin 2010, ce n'est qu'in extremis que fut bloquée par le gouvernement - et non par la présidence évidemment - l'entrée du Qatar dans le capital du groupe nucléaire français. Un activisme boursier et des offres d'achat représentatifs de l'agressivité et du volontarisme des mercenaires de l'ingénierie financière qui conseillent la famille régnante du Qatar ou œuvrent au service de ses hommes d'affaires.

## **Un cas intéressant : l'immobilier et le patrimoine.**

L'immobilier donne également une assez bonne mesure de l'influence et des ambitions qatarie en Hexagone : l'émir possède personnellement à Marnes-la-Coquette, dans les Hauts-de-Seine, une résidence couvrant 4.000 m<sup>2</sup> ainsi que l'hôtel d'Évreux, place Vendôme, assorti des deux autres hôtels particuliers y attenants. Quant au fonds souverain émirati, il s'est octroyé à Paris plusieurs grands hôtels tels le Royal Monceau... ou encore le Majestic de Cannes.

Plus emblématique encore, le cas de l'Hôtel Lambert, fleuron du patrimoine parisien du XVII<sup>e</sup> siècle sis à la pointe est de l'île Saint-Louis, acquis en 2007 des mains des héritiers de Guy de Rothschild par le propre frère de l'émir et dont les travaux de « restauration » (lire aménagement façon pétromonarchie) ont fait beaucoup de bruit, et pour cause. Des travaux considérables et illégaux qui ont suscité une polémique, or pour l'étouffer, Christine Albanel ministre de la Culture (dont le digne prédécesseur, Jean-Jacques Aillagon, faisait accrocher en sept. 2008 un homard rouge géant à Versailles au plafond de la Salle des batailles), s'est à l'époque bien gardée de saisir la Commission nationale des monuments historiques mais avait créé de toutes pièces un Comité scientifique ad hoc... Passez muscade !

## **2012 l'année du Qatar en France ?**

D'un côté l'émirat comble de bonheur des supporters du PSG en recrutant joueurs et entraîneur à prix d'or, de l'autre, il offre à Arnaud Lagardère une magnifique assurance-vie en devenant le premier actionnaire de l'empire familial (7,6 %) ! Quant à la chaîne qatarie al-Jazira, celle-ci vient d'acquiescer la majeure partie des droits de retransmission de la Ligue des champions de 2012 à 2015, soit quatre lots sur cinq relatifs aux droits audiovisuels de la Ligue des champions pour la France sur la période 2012-2015. 14

Amorcé en 2006, le rachat du PSG par Qatar Sports Investments, a conclu au final quinze ans de rapprochement et d'intrication d'intérêts politiques et économiques entre la France et le Qatar 15. À l'origine, Jacques Chirac avait eu l'habileté – ou un pragmatisme en béton teinté d'un franc mépris pour l'état de droit en général - d'avoir été en 1995 le premier chef d'État à reconnaître officiellement l'émir al-Thani qui venait justement de pousser dehors son propre père parce que jugé inapte à la gestion de son micro et richissime royaume... Quant à Nicolas Sarkozy, il a pour sa part, en quelque sorte, assuré la continuité du service public – certes d'abord au profit du despotisme sportif - en se démenant pour faire aboutir la reprise du club par l'émirat. Chantal Jouanno, alors ministre des Sports, avait failli payer cher et se faire virer pour avoir déclaré publiquement - la folle - qu'elle eût préféré des investisseurs français !

Pour compléter le tout, Doha a obtenu – à coup de dessous de tables ! - l'organisation de la Coupe du Monde 2022. Le recrutement de Zinedine Zidane – il aurait reçu dit-on entre un et dix millions €... ce que l'intéressé s'est bien gardé de contredire - en tant qu'ambassadeur d'un pays n'ayant jamais organisé un tournoi international de ce type et de cette envergure, aura été aussi un maître coup en matière de communication. Au demeurant, le Royaume-Uni et l'Allemagne auront contesté une décision - pourtant rationnelle selon les critères en vigueur de nos jours : la loi d'airain du pognon - et demandé de façon assez peu réaliste que le choix en faveur de Doha soit réexaminé... Qui vivra verra !

Notons que l'intérêt du Qatar pour le « foot » déborde largement la Coupe du monde, l'acquisition du PSG et d'une brochette de joueurs peuplés et dorés sur tranche parce que mieux payés que les plus super traders de salle de marchés... Ainsi les clubs de football européens deviennent des proies qui tombent les unes après les autres : Malaga en Espagne et le FC Barcelone, maintenant le Paris Saint-Germain avons-nous dit, le seul grand club de la capitale française dont Nicolas Sarkozy - comme par hasard – est, ou est supposé être, un fervent supporter.

**Alors, le PSG, les banlieues, l'Émir et le Sarkoland ?!**

Que recherche le Qatar en France ? L'analyse de sa stratégie d'influence reste à faire, à commencer par comprendre quels sont les effets directs et indirects que recherche le Qatar par le biais d'un tel activisme ? Activisme d'ailleurs irréductible à une simple compulsion frénétique... Au fond le Qatar n'est-il pas une sorte de chancre se nourrissant des chairs mortes qui l'entourent ? Au demeurant force est de constater que la présence et l'influence du Qatar en France grandissent de façon démesurée. L'annonce d'un fonds d'investissement au profit exclusif des banlieues, « oubliées et délaissées », intervient quelques jours à peine après l'acquisition par le Qatar, via la chaîne al-Jazira Sport, de quatre des cinq lots des droits audiovisuels de la Ligue des champions pour la France sur la période 2012-2015. Il se répète enfin, et de façon particulièrement insistante, que l'Élysée n'aurait pas ménagé ses efforts – comme si cela constituait une priorité dans la conjoncture actuelle ! - pour convaincre l'émir de donner au PSG les moyens de ses nouvelles ambitions. Mais en contrepartie de quoi ?

### **Washington en terrain conquis : politique d'ingérence et d'influence !**

Les banlieues françaises sont aujourd'hui des cibles prioritaires de l'influence culturelle américaine... au vu au su de tous et sans que nul ne songe à s'en offusquer, bien au contraire. Le Japon, l'Inde et la Chine se partagent à vil prix les dépouilles de notre ex empire industriel, la Grande Amérique quant à elle, nous passe sur le ventre et guigne les faveurs de nos banlieues musulmanes. Tout cela est cependant en parfaite cohérence avec la vague de pouvoirs islamistes militants qui s'installent inexorablement sur le pourtour méditerranéen avec la bénédiction ou l'aide de Washington et de son bras armé qatari.

Depuis le printemps 2008 l'Administration américaine envoie, par le truchement de sa représentation diplomatique à Paris, ses chasseurs de talents recruter des Young leaders ou leur équivalent dans les banlieues françaises, mais dorénavant non plus parmi les futures élites autochtones. Des actions dites d'influence culturelle qui sont largement montées en puissance avec l'arrivée à Paris d'un nouvel ambassadeur en août 2009 16.

Dès 2008 les Américains s'intéressent en effet à nos banlieues et surtout à leurs responsables musulmans : des séjours dans l'Amérique de Bush et d'Obama, son digne successeur, sont organisés au profit d'associatifs qui en reviennent conquis. Une opération de séduction qui vise aussi ceux qui sont entrés dans notre paysage existentiel sous la dénomination de « Jeunes », éléments phares de nos cités, entrepreneurs intrépides et capitalistes naturels qui prospèrent dans l'économie noire et les trafics illicites ( ?) de drogues réputées douces. Des lycéens et des collégiens du 9-3 ont été à ce titre généreusement invités à dîner par l'ambassadeur d'alors, Craig Robert Stapleton et son épouse dans l'imposant hôtel particulier du Faubourg-Saint-Honoré abritant l'ambassade des ÉUA.

Le maire communiste de Vénissieux, banlieue lyonnaise, André Gérin se déclarait encore à cette époque « curieux de connaître la posture du gouvernement français et du président de la République sur ces actions. Un problème se pose d'un point de vue de l'autorité de nos institutions et de l'indépendance de la France vis-à-vis des États-Unis ». Une bonne question restée depuis sans réponse et c'est bien là que le bât blesse.

En mars 2008 un colloque « Médias et nouvelles générations urbaines : exclusion ou intégration ? » organisé en partenariat avec l'ambassade américaine et le groupe de média américain Trace, nous apportait quelques éléments de réponses en illustrant la collusion sans équivoque entre le Département d'État et nos institutionnels : y figuraient entre autres, Jean-Louis Missika (vice président de Free et ancien haut fonctionnaire du Secrétariat général du gouvernement), Robert Namias (président de l'information de TF1) et Philippe Tassi (directeur général de Médiamétrie), et Claude Grunitzky, Français d'origine togolaise habitant à New York, fondateur de la chaîne de culture urbaine Trace TV et auteur de « Transculturalismes » ayant fait carrière sur la promotion des métissages urbains... « Les États-Unis [disait-il] savent que le rêve américain est bien présent dans les consciences collectives [des banlieues] et veulent l'entretenir... Les événements à l'ambassade rue du Faubourg-Saint-Honoré sont fréquents où sont invitées des personnalités culturelles, souvent Africaines, issues de l'immigration, qui s'expriment sur les États-Unis » !



À présent, merci au décrié Wikileaks 17 qui a rendu public un rapport du 19 janvier 2010 destiné à Mme Clinton, Secrétariat d'État américain et rédigé par l'actuel ambassadeur des É-U en France, Charles Rivkin, sous le titre évocateur « Embassy Paris. Minority engagement strategy - Stratégie d'engagement envers les minorités » dont le chapitre 4 se propose de « lancer un programme agressif de mobilisation de la jeunesse[des banlieues] ». En substance : « L'Ambassade de Paris met en œuvre une stratégie d'approche des Minorités notamment musulmane... Notre objectif est de mobiliser la population française à tous les niveaux afin d'amplifier les efforts de la France pour réaliser ses propres idéaux égalitaires, ce qui par suite fera progresser les intérêts nationaux américains. Alors que la France est à juste titre fière de son rôle moteur dans la conception des idéaux démocratiques et dans la promotion des droits de l'homme et de l'État de droit, les institutions françaises ne se sont pas montrées elles-mêmes assez souples pour s'adapter à une démographie de plus en plus hétérodoxe ».

Le 2 avril 2010, Charles Rivkin 18 en déplacement à Bondy à la rencontre des jeunes de banlieue, leur déclarait solennellement « Chez moi, c'est différent. Tu peux être africain, indien, mais tu es avant tout américain. [...] J'aime parler avec tous les Français. Je sais, et je suis sûr, que le prochain leader français est en banlieue ». On appréciera (diversement) la prétention – voire l'arrogance – américaine à nous donner des leçons de savoir-vivre républicain. Mais cela vient de loin, les GI's débarqués sur les côtes normandes, quand ils ne lutinaient pas les french girls après avoir carbonisé les villages au phosphore, jetaient nos camembert car ceux-ci entraient, à leur grand dégoût dans la catégorie du « putride » !

« Rééduquer, réinformer le public français me semble être la tâche la plus fondamentale aussi bien que la plus urgente pour la politique démocratique américaine en France, et dans ce domaine presque rien d'efficace n'a encore été fait ». Ainsi donc s'exprimait Sydney Hook, membre fondateur en 1950 à Paris du Congrès pour la Liberté de la Culture l'un des faux-nez de la CIA, dans le rapport de 1949 « Report on the International Day of Resistance to Dictatorship and War » ! L'Amérique ne nous avait pas seulement envahis, selon sa propre terminologie qui n'a jamais mentionné une quelconque « libération », elle entendait en outre nous « rééduquer »... elle y est d'ailleurs presque parvenu vu l'actuelle atonie de la France populaire.

Bref, l'immixtion dans nos affaires et nos zones périurbaines ainsi que le but clairement affiché d'y découvrir les prochains Obama « rebeu », est impressionnant pour qui n'est pas totalement aveuglé en raison d'une contemplation trop assidue et addictive du cyclope télévisuel. Plus précisément, il s'agit d'un exercice inédit de soft power - autrement dit une opération minutieusement planifiée, suivie et évaluée de manipulation des minorités ethno-confessionnelles - qui ne saurait se développer sans la complicité active, ou la veulerie, de nos dirigeants et des oppositions compradores.

Autre temps, autres mœurs. Autrefois chasser en plein jour en terre étrangère eut été difficilement imaginable et même dangereux : un État étranger court-circuitant les institutions d'un pays pour venir recruter sans intermédiaire ses agents d'influence, incroyable et jamais vu mais aujourd'hui banal - notre siècle n'est-il pas celui de tous les miracles ? - dans un pays lobotomisé, alcoolisé au Vingt Heure et apparemment – ce qu'à Dieu ne plaise - en état de quasi mort cérébrale.

## Notes

(1) Locution du pays d'Oc « Qu'es aquò ? « Qu'est-ce ? »

(2) Wiki. Les locaux de la chaîne sont bombardés par les Etats-Unis à deux reprises : une première fois en Afghanistan, la seconde fois en Irak. Un journaliste, Tarik Ayyoub, trouve la mort à Bagdad sous les bombes libératrice. Le Daily Mirror annonce le 22 nov. 2005 à la Une que le président G.W. Bush avait eu l'intention de faire la source mère dans ses locaux de Doha ce à quoi se serait opposé le Premier ministre anglais Tony Blair. En déc. 2001, un autre journaliste de la chaîne de nationalité soudanaise, est arrêté en Afghanistan et emprisonné à partir de juin 2002 à Guantanamo, il sera libéré six ans plus tard en juillet 2008 sans qu'aucune charge n'ait été retenue contre lui.

(3) Donald Rumsfeld, Secrétaire à la Défense sous George Walker Bush, s'était fait remarquer à ce propos en saluant « la parfaite et excellente coopération entre le Qatar et les É-U dans la guerre contre le terrorisme » !

(4) Le Qatar hébergeait également le « CentCom », à savoir le commandement opérationnel ayant supervisé l'invasion de l'Irak. Quant au nombre de militaires américains stationnés au Qatar, ils seraient plus de 10 000 hommes, dont 5 000 présents sur la base d'el-Oudeid !

(5) cf. Réseau Voltaire - combattre avec l'Armée syrienne Libre contre le nationalisme arabe et laïc de Syrie

(6) 18-11-2011 Alger. Le Temps « Mahmoud Jibril accuse le Qatar d'alimenter la zizanie »

(7) A commencer par ceux d'Abdelhakim Belhaj, d'Ismael Salabi, la Katiba des Martyrs d'Abu Salim, dirigée par Abu Sofiane Qumu, un ancien de Guantanamo ou encore la Katiba Obaida Ibn Jarrah, soupçonné d'avoir assassiné, le 27 juillet 2011, le général Abdul Younes. Cf. Ibid. NouvelObs

(8) Slate Afrique 07/12/2011

(9) Le Point.fr - Publié le 09/12/2011

(10) On lira l'article très fouillé - mais cependant muet sur certains points cruciaux - auquel nous avons emprunté une grande partie des matériaux utilisés ici : « Comment le Qatar a acheté la France (et s'est payé sa classe politique) ». Eric Leser 6 juin 2011. Slate.fr

(11) 27-12-2011 Le Nouvel Observateur

(12) Alain Juppé 22 mars et 16 sept. 2011 Le Point.fr

(13) <http://www.bladi.net/forum/183275-france-accorde-exoneration-dimpots-avoirs-qatar/>

(14) Ibid. Slate juin 2011 « Comment le Qatar a acheté la France (et s'est payé sa classe politique) »

(15) « PSG-Qatar » Le Nouvel Observateur 5 août 2011

(16) le Parisien 21 avril et 22 Avril 2008 Marianne 2 « Banlieues : OPA américaine sur les beurs et les blacks »

(17) 27 fév. 2011

(18) Jeudi 16 septembre 2010- Gestion des Risques Interculturels

Source : <http://www.geopolintel.fr/article445.html#nb10>

Léon Camus

, par [Comité Valmy](#)

dimanche 15 janvier 2012

---

---

---

### **5-1 L'AFRIQUE S'ELOIGNE DE L'OCCIDENT.**

L'Egypte est le premier pays Africain ancien allié de l'Occident qui s'éloigne de Washington pour finalement avoir son indépendance. Déjà aux Nations-Unis pour le vote sur la Syrie, pour la première fois on a vu des pays africains résister à l'offensive et la pression de l'Occident et s'abstenir, ce sont tous des pays qui ont depuis mis le cap sur Pékin et n'ont donc plus peur d'un quelconque chantage du FMI ou de la Banque Mondiale et ce sont : L'Angola, l'Algérie, le Cameroun, l'Ouganda, la Tanzanie

Lisez cet intéressant article de <http://atlasalternatif.over-blog.com/>:  
La situation des Occidentaux se complique en Egypte.

Comme nous l'avions indiqué début janvier, fin décembre, 17 locaux d'ONG égyptiennes et internationales de défense des droits et de promotion de la démocratie avaient été perquisitionnés au Caire. 44 personnes, dont 19 Américains (dont le fils du ministre des transports américain) et d'autres étrangers, accusées de financement illégal d'organisations non gouvernementales ont été arrêtées. Les Etats-Unis ont haussé le ton en menaçant l'Egypte de couper l'aide militaire si ces personnes n'étaient pas relâchées, mais contre toute attente, les Frères musulmans égyptiens, avec lesquels le démocrate John Kerry avait pourtant pris contact en décembre, font bloc aujourd'hui avec le conseil militaire de transition sur ce dossier. Hier 16 février, Essam El-Erian, nouveau président de la commission des affaires étrangères de la Chambre du Peuple et vice-président du Parti de la liberté et de la justice (Frères musulmans), a déclaré à une agence de presse occidentale que l'aide militaire américaine faisait partie des accords de paix de Camp David signés en 1979 avec Israël.

Les membres du Congrès des Etats-Unis de leur côté ont multiplié les menaces ces derniers jours, le représentant démocrate Gary Ackerman disant même que Washington et le Caire "étaient en train d'approcher du précipice au delà duquel nos relations bilatérales pourraient subir un dommage définitif". "Si les gens ici [aux Etats-Unis] concluent que l'Egypte n'est pas sur le chemin de la démocratie, mais qu'elle est au contraire en voie de devenir un autre Iran, nos relations bilatérales n'y survivront pas, a-t-il ajouté. Nous n'en sommes pas encore à ce point, mais nous nous en rapprochons chaque jour".

Selon un récent sondage 70 % des Egyptiens ne veulent pas de l'aide économique et militaire américaine. Mercredi un important prédicateur salafiste égyptien a demandé que l'aide américaine soit remplacée par des dons des citoyens.

Le même jour Rashad Bayoumi, autre haut responsable des Frères musulmans, a déclaré que l'aide américaine était une "chaîne qui limite la liberté" de l'Egypte, la qualifiant d' "aide humiliante" et il a critiqué l'ambassadrice américaine Anne Patterson rappelant qu'elle avait eu un passé douteux ("questionable") au Pakistan et l'accusant d'avoir été nommée en Egypte au mois d'août dernier pour y développer les mêmes méthodes. Il reprenait les accusations du prédicateur Mazhar Shaeen formulées en septembre 2011 selon lesquelles Mme Patterson aurait favorisé la "sédition" au Pakistan (en 2010 Wikileaks avait révélé les intrigues de l'ambassadrice américaine à Islamabad).

L'Egypte et le Pakistan qui sont avec l'Indonésie parmi les trois plus grandes puissances musulmanes alliées des Etats-Unis sont en ce moment en froid avec ce pays. En Egypte le débat sur l'aide américaine fait sauter un tabou. Ses conséquences sont désormais imprévisibles.

Source : <http://atlasalternatif.over-blog.com/>

jean paul Pougala

February 18, 2012

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19